



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 17.2.2025
C(2025) 1183 final

Son Excellence
Monsieur Jean-Noël Barrot
Ministre de l'Europe et des Affaires
étrangères
37, Quai d'Orsay
75351 Paris
France

Objet: Notification 2024/623/FR

Projet de décret relatif aux services numériques d'assistance aux déplacements (en application du L. 1214-8-3 du code des transports du code des transports)

Émission de l'avis circonstancié prévu à l'article 6, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 ⁽¹⁾, les autorités françaises ont notifié à la Commission, le 18 novembre 2024, le projet «*Projet de décret relatif aux services numériques d'assistance aux déplacements (en application de l'article L.1214-8-3 du code des transports)*» (ci-après dénommé «le projet notifié»).

Selon le message de notification, le projet notifié vise à appliquer les dispositions de l'article L.1214-8-3 du code des transports et de l'article 109 de la loi climat et résilience (LCR), dont l'objectif est de faciliter la transition vers une mobilité décarbonée en réglementant les services numériques d'assistance au déplacement. Plus précisément, le projet notifié établit les modalités de l'accès des Autorités Organisatrices de la Mobilité aux données pertinentes provenant des services numériques d'assistance au déplacement, notamment le périmètre des données concernées (principalement les données de localisation des utilisateurs). Dans ce contexte, le projet notifié impose aux prestataires de services d'assistance numérique des obligations concernant, entre autres, les modalités de transmission aux autorités compétentes, la limitation des données transmises, l'anonymisation préalable des données, une information des utilisateurs, la sécurité des données notamment les modalités d'anonymisation de ces données.

¹) Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

Les autorités françaises ont expliqué que le respect des dispositions du projet notifié par les prestataires de services numériques d'assistance au déplacement sera contrôlé par l'Autorité de régulation des transports conformément à la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités.

En ce qui concerne le projet notifié, les services de la Commission ont adressé aux autorités françaises, le 25 novembre 2024, une demande d'informations complémentaires afin d'obtenir des éclaircissements sur les dispositions du projet notifié. Les réponses apportées par les autorités françaises le 12 décembre 2024 sont prises en compte dans l'évaluation suivante.

L'examen du projet notifié a conduit la Commission à émettre l'avis circonstancié suivant.

1. Avis circonstancié

1.1. Évaluation à la lumière de la directive 2000/31/CE

a) Applicabilité de la directive 2000/31/CE

Le projet notifié entrerait également dans le champ d'application de la directive 2000/31/CE.

Premièrement, concernant le champ d'application personnel du projet notifié: Le projet notifié impose des obligations aux prestataires de «services numériques d'assistance au déplacement». Selon les informations fournies par les autorités françaises dans leur réponse à la demande d'informations complémentaires envoyée par les services de la Commission, les services numériques d'assistance au déplacement sont des services d'information numérique dont l'objectif est d'informer les utilisateurs sur les transports (horaires, tarifs, incidents, etc.) et peuvent être considérés comme des services de la société de l'information au sens de la directive 2000/31/CE.

Par conséquent, le projet notifié s'applique aux prestataires de services de la société de l'information au sens de l'article premier, paragraphe 1, point b), de la directive (UE) 2015/1535 et donc également au sens des articles premier et 2 de la directive 2000/31/CE, dans la mesure où ils remplissent les conditions qui y sont énoncées².

Deuxièmement, concernant le champ d'application du projet notifié: Les règles énoncées dans le projet notifié concernent en particulier l'obligation pour les prestataires de services de la société de l'information, dans la mesure où ils proposeraient des services numériques d'assistance au déplacement, de fournir un accès aux données à la suite de demandes des autorités françaises compétentes (c'est-à-dire les Autorités Organisatrices de la Mobilité). En particulier, les prestataires de services numériques d'assistance au déplacement seraient tenus, *entre autres*, de transmettre les informations et les données demandées aux Autorités Organisatrices de la Mobilité, tout en garantissant l'anonymisation des données et en se conformant à d'autres exigences en matière de format, d'utilisation et d'exploitabilité, et d'informer les utilisateurs de la mise en œuvre d'une opération de traitement visant à anonymiser leurs données de déplacement ⁽³⁾.

²) En particulier, «tout service presté normalement contre rémunération, à distance, par voie électronique et à la demande individuelle d'un destinataire de services».

Ces obligations relèvent donc du domaine coordonné de la directive 2000/31/CE, tel que défini à son article 2, points h) et i), et ont donc été analysées à la lumière de cette directive.

En outre, conformément aux informations reçues des autorités françaises dans leur réponse à la demande d'informations complémentaires soumise par les services de la Commission, l'Autorité de régulation des transports est chargée de contrôler et de surveiller le respect des obligations susmentionnées du projet notifié.

b) Article 3, paragraphes 1, 2 et 4, de la directive 2000/31/CE

La Commission note que les dispositions du projet notifié s'appliquent aux prestataires de services de la société de l'information qui proposent leurs services en France (c'est-à-dire les services numériques d'assistance au déplacement qui informent les utilisateurs sur les transports: horaires, dates, incidents, etc.), quel que soit l'État membre d'établissement de ces prestataires. Cela a été confirmé par les autorités françaises dans leurs réponses à la demande de renseignements complémentaires.

À cet égard, la Commission rappelle que l'article 3, paragraphes 1 et 2, de la directive 2000/31/CE établit le «principe du contrôle par l'État d'origine», selon lequel les services de la société de l'information ne peuvent être réglementés qu'à la source de leur activité. Les prestataires de ces services sont donc, en règle générale, soumis au droit de l'État membre dans lequel ils sont établis.

L'article 3, paragraphe 4, de la directive 2000/31/CE définit les circonstances et les procédures dans lesquelles un État membre de destination, c'est-à-dire l'État membre dans lequel les services de la société de l'information sont fournis par un prestataire établi dans un autre État membre, peut déroger, le cas échéant, au principe du contrôle par l'État d'origine, pour les raisons énumérées de manière exhaustive à l'article 3, paragraphe 4, point a), de la directive et dans le respect des exigences de fond et de procédure énoncées à son article 3, paragraphe 4, points a) et b). La Commission attire l'attention des autorités françaises sur la jurisprudence récente de la Cour de justice, qui rappelle les limites de l'invocation de l'article 3, paragraphe 4, de la directive 2000/31/CE à cette fin. Selon cette jurisprudence, les mesures d'application générale et abstraite qui ne se limitent pas à un service donné de la société de l'information ne peuvent pas bénéficier de l'exemption prévue à l'article 3, paragraphe 4, de la directive 2000/31/CE ⁽⁴⁾.

³) Selon le projet notifié, cela doit être effectué conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), JO L 119 du 4.5.2016, p. 1–88.

⁴) Arrêt du 9 novembre 2023 dans l'affaire C-376/22, ECLI:EU:C:2023:835, points 59 et 60:
«59. Une telle interprétation a, au contraire, pour conséquence que les États membres ne sont, par principe, pas autorisés à adopter de telles mesures, de telle sorte que la vérification que ces mesures sont nécessaires pour satisfaire à des raisons impérieuses d'intérêt général n'est même pas requise.
60. Eu égard à l'ensemble des considérations qui précèdent, il y a lieu de répondre à la première question que l'article 3, paragraphe 4, de la directive 2000/31 doit être interprété en ce sens que des mesures générales et abstraites visant une catégorie de services donnés de la société de l'information décrite en des termes généraux et s'appliquant indistinctement à tout prestataire de cette catégorie de services ne relèvent pas de la notion de « mesures prises à l'encontre d'un service donné de la société de l'information », au sens de cette disposition.»

Voir également l'arrêt du 30 mai 2024 dans les affaires jointes *Airbnb Ireland UC et Amazon Services Europe Srl/Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni*, C-662/22 et C-667/22, EU:C:2024:432, point 70.

De l'avis de la Commission, le projet notifié constitue une telle mesure de nature générale et abstraite qui s'appliquera indistinctement aux prestataires nationaux et étrangers de services de la société de l'information en France. En tout état de cause, même si le projet devait être adapté pour prendre la forme d'une mesure relative à un service donné de la société de l'information, sur la base des informations dont elle dispose, la Commission n'est pas en mesure de vérifier si et comment les autorités françaises entendent garantir que les exigences de fond et de procédure énoncées à l'article 3, paragraphe 4, de la directive 2000/31/CE sont ou pourraient être respectées.

Pour les raisons exposées ci-dessus, la Commission émet par la présente un avis circonstancié conformément à l'article 6, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535. La Commission rappelle aux autorités françaises que, conformément à cet article, l'émission d'un avis circonstancié implique que l'État membre auteur du projet de règle technique concerné soit tenu de reporter son adoption de quatre mois à compter de la date de sa notification. Ce délai expire donc le 19 mars 2025.

En outre, la Commission attire l'attention des autorités françaises sur le fait que, en vertu de cette disposition, l'État membre destinataire d'un avis circonstancié est tenu d'informer la Commission de l'action qu'il entend entreprendre à l'égard d'un tel avis.

Si les autorités françaises ne respectent pas les obligations prévues par la directive (UE) 2015/1535 ou si le texte du projet de règle technique considéré est adopté sans tenir compte des objections soulevées ou est contraire au droit de l'Union, la Commission se réserve le droit d'engager une procédure contre la France conformément à l'article 258 du TFUE.

À la suite du dialogue avec la Commission et de l'alignement du projet notifié sur le droit pertinent de l'Union, les autorités françaises sont invitées à communiquer le texte définitif à la Commission une fois qu'il aura été adopté, conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Veuillez croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

Pour la Commission,

Henna Virkkunen
Vice-Présidente Exécutive

